

INTERNATIONAL

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE SOLIDARITÉ



Inter Pares
à les minières
canadiennes
à l'œil

Page 3



L'organisme CECI
compte 55 ans
de volontariat
international

Page 4



Financement:
les organismes
québécois
sonnent l'alarme

Page 5

CAHIER THÉMATIQUE H > LE DEVOIR, LES SAMEDI 2 ET DIMANCHE 3 NOVEMBRE 2013



SUCO

Ocshapampa, au Pérou. L'organisme SUCO y œuvre dans le domaine de l'élevage et de l'agriculture.



DAVID CHAMPAGNE /CECI

Un projet d'alphabétisation mené par le CECI, en Afrique

La Flandre et la Wallonie se partagent le monde

En Belgique, gouvernements fédéral, régionaux et communautaires investissent dans des projets

Si, au Québec, on réfléchit depuis peu à faire de l'aide internationale une compétence provinciale, la Belgique, elle, a depuis des décennies instauré un modèle décentralisé en la matière. *Le Devoir* s'est entretenu sur le sujet avec Stéphane Plumet, directeur au développement de la coopération de l'Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger (APEFE), qui est intégré à l'agence Wallonie-Bruxelles international.

ÉTIENNE
PLAMONDON ÉMOND

Lorsque Louise Beaudoin, ancienne ministre des Relations internationales, avait lancé l'idée de créer une agence québécoise de solidarité internationale, elle s'était empressée d'évoquer l'exemple flamand. En effet, la Flandre a mis en place la Flanders International Cooperation Agency (FICA) en 1993. Mais il semblerait que cette agence soit remise en question depuis peu, indique M. Plumet en entrevue téléphonique.

Malgré tout, il ne s'agirait que d'un débat autour de la forme bureaucratique, sans plus. Pas question de voir le dossier du développement international échapper à la communauté flamande. Pas plus qu'à la communauté francophone.

Domaines partagés

La Belgique, au fil des différentes réformes de l'Etat, a cultivé un modèle décentralisé en matière de développement international dans lequel les différentes communautés ont le loisir de signer leurs propres accords internationaux dans le domaine. Aujourd'hui, tant le gouvernement fédéral que les gouvernements régionaux et communautaires investissent dans des projets de développement international, quand ils ne subventionnent pas conjointement des projets.

En gros, chaque ordre de gouvernement développe des projets selon ses compétences.

Si l'Etat fédéral demeure essentiellement maître d'œuvre de l'aide humanitaire associée à l'armée ou à la justice, la communauté Wallonie-Bruxelles, par exemple, développe des projets de coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'environnement ou de l'agriculture, soit des domaines qui relèvent de ses champs de compétence et dans lesquels l'Etat fédéral ne vient pas mettre son nez.

«Le dispositif des relations internationales de la Belgique, qui est complexe, n'est que le reflet institutionnel de la Belgique», résume M. Plumet, qui sera à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), le 6 novembre prochain, pour présenter le modèle wallon lors de la conférence d'ouverture des Journées québécoises de solidarité internationale. «La coopération, on la réalise avec l'expertise dont on dispose. Aujourd'hui, l'expertise dans les différents domaines et secteurs propres à la coopération, comme l'agriculture, la santé et ainsi de suite, ce n'est plus l'Etat fédéral qui la maîtrise, ce sont les pouvoirs décentralisés.»

Budgets et cibles

Le budget annuel de l'Etat fédéral belge dédié à la coopération internationale tournerait actuellement autour de 2 milliards de dollars, estime M. Plumet. La communauté Wallonie-Bruxelles consacre, quant à elle, un budget de près de 45 millions de dollars à ce secteur. A titre comparatif, l'enveloppe de l'aide internatio-

nale canadienne avoisine les 5 milliards de dollars, alors que le Québec accorde quelque 5 millions de dollars à des projets déjà financés par le fédéral. Lorsqu'elle a suggéré de créer une agence québécoise de solidarité internationale, Louise Beaudoin a indiqué que la part des impôts que le Québec serait en droit de rapatrier avoisinerait les 800 millions de dollars.

En Belgique, tant la communauté flamande que la communauté francophone concentrent son action sur des pays du Sud avec lesquels, pour des raisons historiques, elles entretiennent des liens plus étroits. Ainsi, Wallonie-Bruxelles international soutient des projets dans 10 endroits prioritaires: la République démocratique du Congo,

«La centralisation, en matière de coopération pour le développement, n'est pas garante d'efficacité»

ancienne colonie belge, mais aussi Haïti, la Bolivie, le Maroc, le Sénégal, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Rwanda, le Vietnam et la Palestine. La communauté flamande, quant à elle, intervient principalement en Afrique du Sud, au Malawi et au Mozambique. «C'est par nécessité d'efficacité. On n'a pas énormément de moyens», explique M. Plumet, pour justifier cette action ciblée.

Diversité souhaitée

Si la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide suggérait de consolider et de simplifier les procédures du côté des donateurs, M. Plumet rétorque que ses principes ne s'opposent pas à la multiplication du nombre d'acteurs. «La centralisation, en matière de coopération pour le développement, n'est pas garante d'efficacité», déclare-t-il en son nom personnel. La coopération internationale

n'est pas une science exacte. Jusqu'à présent, on n'a pas trouvé la recette du bon développement partout sur la planète, sinon il y aurait bien longtemps que les problèmes seraient réglés. Le problème avec la centralisation, c'est qu'on s'enferme dans une pensée qui veut devenir unique. Le fait d'avoir des acteurs multiformes et relevant de niveaux ou de centres de décision différents permet peut-être de garantir une diversité dans les approches.»

Selon lui, l'enjeu de l'efficacité de l'aide, «c'est un problème de financement, mais c'est avant tout un problème de renforcement des capacités. Il y a, derrière tout ça, toute une série d'options philosophiques.»

En Belgique, indique M. Plumet, l'aide internationale, par contre, ne fait pas l'objet de tensions idéologiques entre le gouvernement fédéral et les gouvernements communautaires et régionaux. Il attribue en grande partie cette cohésion au fait que les partis politiques sont les mêmes dans les deux ordres de gouvernement.

«Je ne porte pas de jugement, mais, lorsqu'il y a des orientations qui sont prises par le gouvernement fédéral canadien, je comprends que le Québec dise qu'il en a un peu marre d'aller mettre du pognon dans une politique dans laquelle il ne se reconnaît pas», dit M. Plumet. De plus, bien que le premier objectif soit de soutenir les pays du Sud dans leur développement, derrière cette intervention de solidarité internationale, «il y a un souhait d'exister. Il y a la volonté — en tout cas, cela a été le cas de la Wallonie à un certain moment — de se projeter à l'extérieur», décrit-il avec compréhension.

Collaborateur
Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Vers une agence québécoise

Deux grandes tendances semblent jusqu'à maintenant se dégager des consultations publiques sur la création de l'Agence québécoise de solidarité internationale (AQSI): le Québec serait mieux de concentrer son aide sur des pays avec lesquels il a déjà développé des liens étroits, plutôt que de la saupoudrer partout sur la planète, et devrait tabler sur les expertises dans lesquelles il est déjà un chef de file, comme l'éducation, les droits de la personne ou le modèle coopératif. C'est ce qu'a confié au *Devoir* Gervais L'Heureux, directeur général de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), qui siège au comité conjoint, composé de membre de l'AQOCI et du ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur (MRIFCE), chargé de mener ces consultations jusqu'au 22 novembre prochain. «Il restera toujours à trouver les fonds, parce que, quand on parle de financement, on essaie d'explorer aussi des solutions de rechange. Je ne peux pas, pour l'instant, m'avancer là-dessus, mais il y a beaucoup d'idées qui ont été soumises.»

En parallèle, l'AQOCI tente de sortir l'enjeu de l'ordre du jour souverainiste et des relations fédéralistes-nationalistes, «ce qui n'est pas toujours évident, parce qu'on tombe souvent là-dedans dans tous les dossiers au Québec», admet M. L'Heureux. Depuis que l'idée de l'AQSI a été lancée, la situation a évolué à Ottawa: l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a été fusionnée avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. «Ce qui est en train de se faire au Québec, ça pourrait aussi être un modèle pour inspirer d'autres provinces», juge M. L'Heureux. L'AQOCI tente de rallier tous les partis politiques du Québec à sa revendication. L'étude des façons de faire à l'étranger entre aussi dans cet objectif. La Belgique et l'Espagne, avec leur modèle décentralisé respectif en la matière, seront à l'honneur le 6 novembre prochain, lors de la conférence d'ouverture des JQSI organisée par la Chaire Nycole-Turmel sur les espaces publics et les innovations politiques. Le comité devrait déposer d'ici la fin de l'année 2013 son rapport sur la création de l'AQSI.

SOLIDARITÉ

OXFAM-QUÉBEC

Plus de 200 projets d'aide humanitaire à travers le globe

OXFAM-Québec est solidement implantée ici depuis 40 ans. Cette organisation poursuit de nos jours plus de 200 projets d'aide humanitaire à travers le globe, dont le plus grand nombre se déroulent en Afrique (84), en Amérique latine et aux Caraïbes (75) et en Asie (32).

RÉGINALD HARVEY

Guerras civiles, séismes, inondations, famines, ce sont autant d'événements qui nécessitent des interventions d'urgence auxquelles peut participer une organisation gouvernementale (ONG) comme OXFAM, selon le champ de spécialisation de chacun.

« Nous, on est vraiment le leader en ce qui a trait à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, ce qui représente un bloc à part entière. Sur ce plan, le but principal, c'est d'éviter la contamination des survivants par les maladies hydriques ou qui se transmettent par l'eau. Il y a trois aspects dans notre travail, qui consistent à fournir de l'eau potable aux gens, à les sensibiliser aux mesures d'hygiène à prendre pour éviter la contamination et à traiter les déchets au niveau de la nappe phréatique ou ailleurs pour éviter cette dernière », affirme Justine Lesage, agente de communication auprès d'OXFAM.

D'autres organismes sont spécialisés, par exemple, en soins médicaux, en hébergement, en accompagnement des enfants ou en distribution de nourriture.

À chacun son rôle

Comment se décide où et quand l'aile québécoise de l'organisation intervient? « OXFAM-Québec se demande au point de départ: est-ce que nous sommes présents ou pas dans le pays en cause? Un tremblement de terre en Haïti ne représente pas le même engagement pour nous que celui survenu au Pakistan, où ce sont d'autres sections d'OXFAM qui sont là pour intervenir directement », explique Justine Lesage, qui s'est rendue en Haïti à la suite du tristement célèbre tremblement de terre et, plus récemment, dans un camp de réfugiés syriens en Jordanie.

« Sur le plan des urgences, dans le fond, l'important n'est pas de savoir si c'est moi ou mon collègue d'ailleurs qui se rend sur les lieux, l'important est de sauver des vies », poursuit-elle.

Une fois l'alarme planétaire sonnée, que se passe-t-il au juste? « La supervision est, dans tous les cas, assurée par les Nations unies par le biais du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), qui porte alors le chapeau. C'est lui qui va déterminer les responsabilités et qui va organiser les réunions de coordina-

tion, qui sont fondamentales et qui vont faire en sorte qu'on ne va pas se retrouver à 14 au même endroit à faire la même chose. »

M^{me} Lesage prend pour exemple son séjour en Haïti pour illustrer ses propos. « Je suis arrivée là-bas trois semaines après le séisme, alors qu'on était toujours dans la logique de première urgence. Très tôt le matin, il se tenait des réunions de coordination organisées par l'ONU: c'est là que se décide qui fait quoi et où durant la journée. »

Chacun des organismes participe à ces rencontres matinales selon sa spécialité et en fonction des tâches à accomplir en matière d'eau, d'abri, de nourriture, etc.

Spécialistes sur demande

Elle explique le fonctionnement global d'OXFAM sur la scène mondiale: « Il y a des spécialistes pour chacun des 17 groupes affiliés au mouvement. Au moment où survient une catastrophe, on évalue la situation et on puise dans notre bassin de ressources humaines les compétences aptes à apporter de l'aide. Ces professionnels-là travaillent à l'année, comme le commun des mortels, dans des entreprises autres qu'OXFAM. »

Elle donnera ainsi un exemple: « L'ingénieur avec lequel j'ai passé le plus de temps en Haïti est à l'emploi d'une grosse entreprise à Londres,

mais une clause de son contrat de travail spécifie que, potentiellement, il peut partir deux fois par année pour des périodes de trois mois afin de se placer au service de causes humanitaires. Il est en disponibilité; quand il se passe quelque chose, il fait partie de ces personnes avec lesquelles on communique rapidement en leur demandant: "Êtes-vous prêt à partir demain?" »

Un pareil réseau de volontaires comporte un précieux avantage, dit-elle. « On a des gens comme lui partout dans le monde et on profite souvent du fait qu'ils sont proches des lieux de la catastrophe. Il en va de même pour le matériel qu'on utilise et qui est très spécialisé; il ne s'agit pas de produits périssables comme la nourriture et on peut facilement le stocker; on parle d'équipements de forage, de camions citernes qui peuvent se déployer très rapidement, de systèmes de filtrage pour l'eau et de traitement des déchets, ou encore de matériaux pour construire des latrines et des douches. On a donc des points de stockage névralgiques à plusieurs endroits à travers le monde. »

OXFAM se rapproche ainsi des lieux d'intervention potentiels où l'organisation pourrait avoir à déployer ses ressources humaines et physiques.

Collaborateur
Le DevoirEXIGEONS
LA NOMINATION D'UN
OMBUDSMAN
POUR UNE
EXPLOITATION MINIÈRE
RESPONSABLEUNE VOIX POUR
LA JUSTICEDéveloppement
et Paix

devp.org/voixpourlajustice



#voixpourlajustice

SUCO

Une année en soutien aux collectivités andines

L'aménagement de pâturages améliore les conditions de vie au Pérou

HÉLÈNE
ROULOT-GANZMANN

Marc Béland et sa conjointe, Dominique Lepage-Côté, deux employés d'Hydro-Québec en congé sans solde, ont vécu l'expérience de la coopération volontaire avec l'ONG Solidarité, Union, Coopération (SUCO), lors d'un contrat d'un an dans les Andes péruviennes. Si le couple n'a pas chômé lorsqu'il était sur le terrain, Marc Béland avoue que c'était « une année de pur plaisir ».

« La coopération, j'adore ça, raconte celui qui, revenu depuis seulement six mois, projette déjà de repartir si son emploi le lui permet. On apporte beaucoup et c'est satisfaisant de voir des choses concrètes sur le terrain. Nous avons aussi une approche avec la population qu'on n'aurait pas en étant seulement un voyageur de passage. Je suis curieux et j'aime avoir des contacts vrais pour m'imprégner de la culture locale. »

Ce projet de coopération volontaire n'est pas le premier au Pérou pour Marc Béland. Encore étudiant, il était parti faire son stage de maîtrise en environnement dans un des quartiers les plus pauvres de Lima. Quelques années plus tard, direction le Mali, pour un premier projet en agroenvironnement de SUCO.

« C'est une ONG en laquelle j'ai confiance, explique-t-il. J'ai replongé avec elle parce que j'aime son approche, sa façon d'apporter une aide directe aux collectivités, mais sans rétribution. C'est aux populations de se prendre en main et de participer sur une base volontaire. Aussi, elle alloue des montants d'argent aux projets. Nous sommes volontaires, bénévoles, mais nous savons les moyens de faire avancer les choses. C'est primordial pour notre action ait des répercussions. Ce qui était intéressant pour moi également dans ce projet en particulier, c'est que SUCO avait un poste pour ma conjointe. Ce n'est pas toujours le cas, et, alors, il faut que l'au-



SUCO

Dans la petite collectivité de Tashta, au Pérou

re se trouve une activité une fois sur place. Dans les toutes petites collectivités comme celles de la région de Huari, où nous étions, ce n'est pas toujours évident. »

En Ancash

Au Pérou, SUCO a pour mission d'appuyer les membres de plusieurs collectivités rurales des régions de Huari et Cajay, dans le département d'Ancash, en matière de production agropastorale et d'organisation communale. C'est ainsi que l'amélioration des techniques d'élevage, la transformation de produits alimentaires, la revitalisation de l'agriculture et le développement des marchés locaux permettent d'accroître les revenus et d'assurer la sécurité alimentaire de plus d'une centaine de familles. Tout ça dans le but d'améliorer les conditions de vie des familles.

« C'est un projet financé par le Programme québécois de développement international du ministère des Relations internationales, explique Marc Béland. Il y avait plusieurs branches: jardin biologique, irrigation, commercialisation, et l'axe principal, l'élevage bovin. Il s'agissait

d'aménager des pâturages améliorés. Avant cela, les populations laissaient paître le bétail dans les parcs naturels et les vallées. À la saison sèche, ça posait de graves problèmes, les animaux étaient de plus en plus rares et plus susceptibles d'attraper des maladies, il y avait des vols, des pertes également, parce que, au fur et à mesure que la nourriture dans les endroits sûrs disparaissait, le bétail s'aventurait dans des endroits plus pentus. Il y avait un poids économique à cela, au niveau de la production de fromage et de viande notamment. Au niveau de l'environnement également, parce que, lorsqu'on laisse aller les bêtes, ça produit de l'érosion et du piétinement de la biodiversité. La création de ces pâturages a un impact très important au niveau du développement durable, aussi bien du point de vue économique que social et écologique. »

Interventions

Marc Béland a été envoyé là-bas pour développer des modules de formation en agroenvironnement et documenter l'intervention, alors que Dominique Lepage-Côté était responsable de l'amélioration

du système d'irrigation et de la construction des fromageries. Le tout en collaboration avec un partenaire local de SUCO sur le terrain, l'association Allpa. « Il s'agit en fait de trois personnes, un agronome, un vétérinaire et un enseignant, tous des gens qui parlent la langue quéchua », précise M. Béland.

Le gros du travail en était un d'accompagnement, dit le conseiller chez Hydro-Québec. « On a documenté, on a créé des outils, on a structuré leur intervention sur le terrain afin qu'elle soit plus efficace et qu'elle soit reproductible par d'autres projets, sur d'autres terrains. »

Passé l'euphorie de la rentrée au pays, Marc Béland avoue avoir subi un léger choc post-retour cet été. Il continue d'ailleurs à travailler sur les modules de formation pour rester en contact. Et il continue à correspondre avec les personnes sur place. « Au-delà du travail que nous menons, ce sont vraiment des liens forts qui se créent dans ce genre de projets. »

Collaboratrice
Le DevoirInter
Pares
mondialiser l'égalitéFière d'assurer la coordination
des JQSI en Outaouais

www.interpares.ca

Carrefour Tiers-Monde
Fier coordonnateur des
Journées québécoises de la solidarité
internationale à Québec
depuis 1996

SOLIDARITÉ

JOURNÉES QUÉBÉCOISES

« Faut se parler! »

« On est six millions, faut se parler! », chantait François Dom-
pierre en 1975, dans une publicité pour la bière Labatt 50.
Inspirés par cette campagne, les organisateurs des Journées
québécoises de la solidarité internationale (JQSI) ont décidé
de revisiter l'aphorisme et de tenir l'édition 2013 de l'évène-
ment sous le signe du dialogue.

ÉMILIE CORRIVEAU

Tenues à travers le Québec
du 6 au 16 novembre, les
JQSI seront l'occasion pour la
population de participer à di-
verses activités informatives
portant sur les enjeux de la so-
lidarité internationale. Qu'il
s'agisse de conférences, de
débat publics, d'activités cul-
turelles ou de projections do-
cumentaires, ces activités vi-
sent à mieux faire connaître le
travail des organismes québé-
cois, à favoriser une meilleure
compréhension des enjeux de
la mondialisation et de son im-
pact sur les plus démunis de
la planète, à susciter l'engage-
ment des Québécois à travers
des actions concrètes, ainsi
qu'à tisser des liens de solida-
rité entre les populations d'ici
et d'ailleurs.

« Il y en a pour tous les goûts,
assure la comédienne Gene-
viève Rochette, porte-parole
de l'événement pour une
deuxième année. C'est vrai-
ment un forum, une arène où
on peut prendre le pouls de ce
qui se passe, rencontrer des
gens qui ont une expertise dans
le domaine. »

Dialoguer pour mieux
comprendre

Si, pour cette 17^e édition, les
organisateurs de l'événement
ont choisi de tenir celui-ci
sous le signe du dialogue,
c'est d'abord parce qu'ils ont
noté une méconnaissance des
Québécois quant aux menaces
pesant sur les organisations
canadiennes qui œuvrent en
solidarité internationale.

« On ne mesure pas à quel
point il y a une érosion mani-
feste de notre participation au
développement international,
parce que ça se fait de façon in-
sidueuse, indique M^{me} Rochette.
Depuis que le gouvernement
Harper a effectué des change-
ments au fonctionnement de
l'ancienne Agence canadienne
de développement international
(ACDI), aujourd'hui intégrée
au ministère des Affaires exté-
rieures, du Commerce et du Dé-
veloppement, les actions du Ca-
nada en matière de développe-
ment international ne sont plus
du tout ce qu'elles étaient! C'est
catastrophique. On n'en parle
pas assez! »

Aussi, le comité organisa-
teur en est venu à la conclu-

sion que, pour que les JQSI
aient l'impact désiré, il était
primordial d'améliorer les
communications entre le pu-
blic et les organismes de soli-
darité internationale.

« Ce que le comité de commu-
nication souhaitait, c'était de
valoriser le travail des orga-
nismes de coopération interna-
tionale [...]. En discutant de la
façon dont on pouvait mettre
ça de l'avant, on s'est mis à
parler du fait que, souvent, on
est mal compris par la popula-
tion, comme si notre regard
était totalement tourné vers
l'international et qu'on n'avait
pas d'assise sur le plan local, ce
qui est faux! Cela a beaucoup
fait réagir autour de la table et
quelqu'un a lancé "Faut se
parler!" », relate Marie Bro-
deur-Gélinas, chargée de pro-
grammes des JQSI.

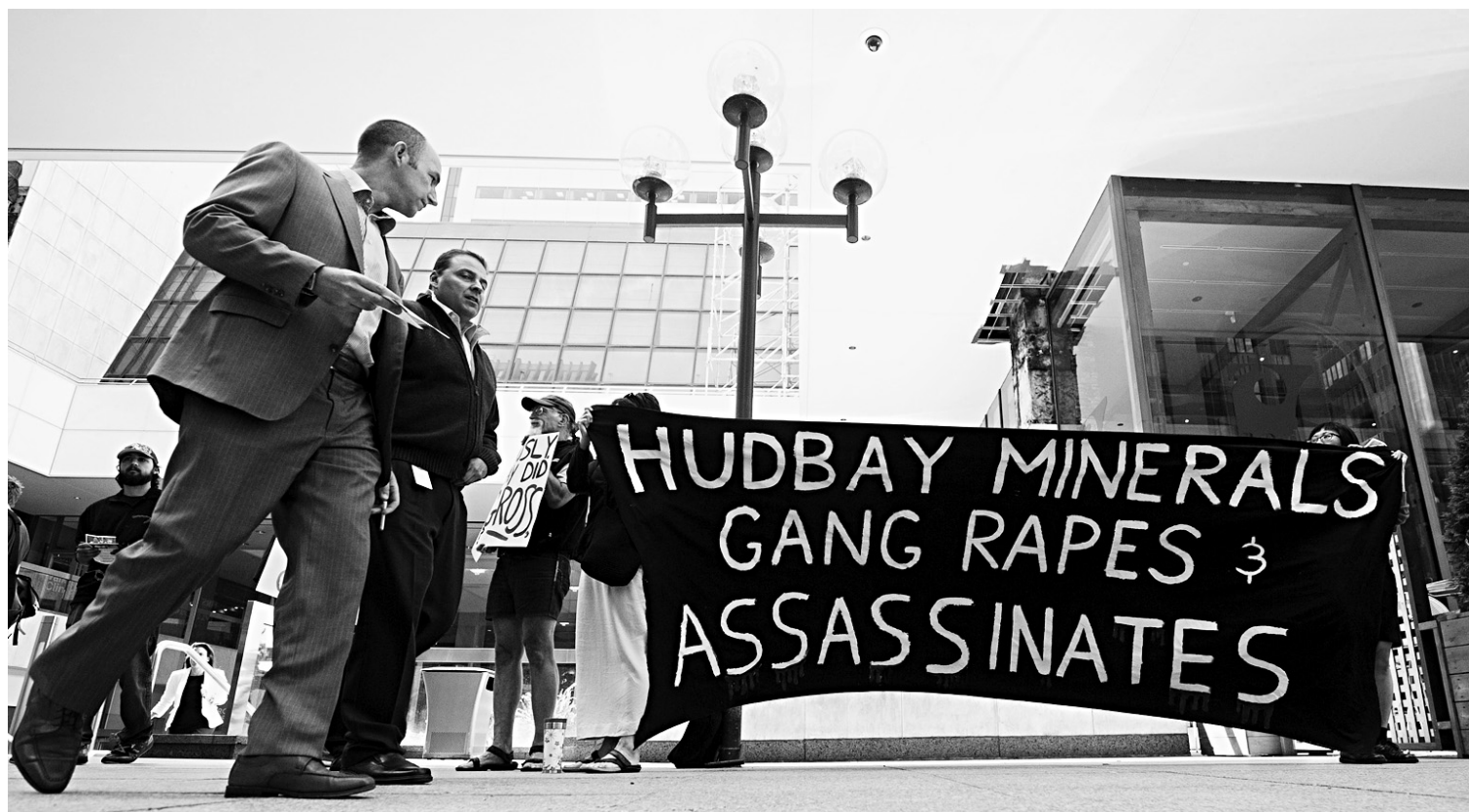
De 1976 à 2013

« Faut se parler! » comme
dans « On est six millions, faut
se parler! », la fameuse publi-
cité de Labatt. Trouvant que la
vignette publicitaire de 1976
communiquait très clairement
le message qu'ils souhaitaient
transmettre, c'est-à-dire une il-
lustration de la réalité des in-
dividus travaillant au sein d'or-
ganisations de solidarité inter-
nationale, les membres du co-
mité de communication ont
décidé de reprendre intégralement
sa formule et d'en faire
une version moderne.

Trois vidéos ont ainsi été
produites. « Il y a une version
réalisée avec des Québécois et
des Québécoises; elle s'intitule
"On est huit millions, il faut se
parler". Il y en a une autre qui
s'appelle "On est 35 millions, il
faut se parler". Dans celle-ci,
on donne la parole à des Cana-
diens et des Canadiennes [...].
Et, finalement, il y en a une
troisième, "On est sept mil-
liards, faut se parler", qui ren-
voie au monde entier. Pour
chacune de ces versions, on a
aussi des vidéos censurées. Le
but de ces dernières, c'est d'il-
lustrer ce qui se produit lorsque
les gens sont muselés », précise
M^{me} Brodeur-Gélinas.

Ces publicités peuvent être
facilement consultées dans le
site Internet des JQSI ainsi
que Facebook.

Collaboratrice
Le Devoir



NATHAN DENETTE LA PRESSE CANADIENNE

Toronto, 14 juin 2012. Des manifestants s'expriment lors de l'assemblée générale annuelle de HudBay Minerals.

INTER PARES

Les minières canadiennes sous surveillance

SARAH
POULIN-CHARTRAND

Inter Pares travaille en partena-
riat avec des organismes
du Sud à la défense de la justice
sociale: souveraineté alimen-
taire, respect des droits des
femmes ou des peuples autoch-
tones sont quelques-uns des ob-
jectifs de l'organisation basée à
Ottawa. Cet automne, elle s'as-
socie à une campagne en faveur
d'une surveillance plus étroite
de la responsabilité sociale des
entreprises canadiennes pré-
sentes à l'étranger.

En association avec le Ré-
seau canadien sur la reddition
de comptes des entreprises,
l'organisme Inter Pares a parti-
cipé, le 23 octobre dernier, au
lancement de la campagne
« Une affaire de justice ». « Cette
campagne vise à faciliter l'accès
aux tribunaux canadiens ou à
un mécanisme de règlement
hors cour efficace pour les vic-
times de violations des droits hu-
mains ou de désastres écologi-
ques qui sont liés aux activités
des sociétés minières cana-
diennes », explique Guillaume
Charbonneau, gestionnaire de
programmes pour l'équipe
Amérique latine d'Inter Pares.

Pour ce gestionnaire de pro-
gramme pour l'Amérique la-
tine, les gens qui suivent l'ac-
tualité voient bien que le nom-
bre de plaintes formulées par
certains groupes ou certains
individus à l'étranger envers
les activités des entreprises ca-
nadiennes sont en hausse. « Il

« Les Québécois et les Canadiens ont
à cœur l'image du pays à l'étranger »

Guillaume Charbonneau

est très difficile pour ces per-
sonnes ou ces organisations
d'avoir un accès satisfaisant à
la justice en utilisant les cours
nationales. Pour plusieurs rai-
sons, notamment à cause de la
collision entre des entreprises
canadiennes et les intérêts du
gouvernement local. »

« Nous croyons, ajoute-t-il, que
les Québécois et les Canadiens
ont à cœur l'image du pays à
l'étranger, et ces nouvelles qu'on
entend régulièrement mettent à
mal cette image. Le but de cette
campagne est aussi que le public
soit au courant de nos objectifs. »

Pour un ombudsman

La campagne « Une affaire
de justice » vise également la
création d'un poste d'ombuds-
man qui entendrait les plaintes
et vérifierait que les normes
canadiennes soient respectées
ailleurs dans le monde. Actuel-
lement, le Canada dispose du
Bureau du conseiller en res-
ponsabilité sociale des entre-
prises de l'industrie extractive,
mais, déplore M. Charbon-
neau, ce bureau n'a aucun
pouvoir contraignant sur les
entreprises, puisque leur parti-
cipation au processus d'en-
quête est facultative. « Si une

entreprise décide de se retirer,
tout le processus tombe. »

Samantha McGavin, direc-
trice des communications chez
Inter Pares, rappelle qu'en 2010
les libéraux ont déposé le projet
de loi C-300, qui prévoyait des
sanctions contre les sociétés
minières reconnues coupables
d'activités illégales à l'extérieur
du pays et qui aurait mis en
place un nouveau bureau d'en-
quête sur ces activités. Mais le
projet de loi a été défilé par six
voix. « Ce projet de loi établissait
aussi le poste d'ombudsman
que nous mettons de
l'avant, mais il mentionnait
aussi que les entreprises ont un
minimum de responsabilités so-
ciales et écologiques et qu'elles
n'auraient plus l'appui politique
et financier du gouvernement
canadien » en cas de manque-
ment, explique M^{me} McGavin.

« Notre campagne actuelle veut
donc remettre de l'avant cet en-
jeu », dit Guillaume Charbon-
neau. Le responsable de la sec-
tion Amérique latine d'Inter
Pares évoque quelques cas ac-
tuellement sous la loupe de l'or-
ganisme. L'entreprise Hudbay
Minerals, par exemple, est de-
vant les tribunaux en Ontario
pour répondre à des accusations

de violations des droits de la per-
sonne au Guatemala. Au
Mexique, des propriétaires fon-
ciers et des travailleurs miniers
de la société Excellon Resources
dénoncent des violations du
droit du travail et le non-respect
du contrat d'utilisation des terres
avec la collectivité.

Pour la justice sociale

Au-delà de cette campagne
pour un meilleur accès à la jus-
tice canadienne, Inter Pares œu-
vre depuis près de 40 ans avec
des partenaires en Afrique, en
Amérique latine et en Asie. L'or-
ganisme a récemment appuyé
un partenaire colombien, l'Or-
ganisation nationale de Colom-
bie (ONIC), dans son volet
Femmes et famille, afin de don-
ner une voix aux femmes des
collectivités éloignées. « Le dia-
gnostic qui avait été fait dans cet
organisme, explique Guillaume
Charbonneau, était qu'il man-
quait un leadership féminin. »
Un fonds a donc été créé pour
leur permettre de se déplacer et
d'être logées et ainsi de partici-
per aux décisions organisation-
nelles de l'ONIC.

Cette simple action pourrait
résumer toute la philosophie
d'Inter Pares: s'attaquer aux
« causes structurelles des inéga-
lités sociales », comme l'explique
M. Charbonneau. « Plutôt que
de combattre les symptômes, nos
partenaires essaient de régler le
problème à la source. »

Collaboratrice
Le Devoir

POUR UN QUÉBEC
PLUS ENGAGÉ

Le travail de solidarité internationale fait par les Québécoises et Québécois est remarquable et l'expertise que nous avons développée dans ce domaine depuis près de 50 ans est exceptionnelle. C'est grâce à leur implication que nos actions entraînent des résultats significatifs.

Je tiens à féliciter l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), ses membres et tous les acteurs québécois et sympathisants en cette 17^e édition des Journées québécoises de solidarité internationale (JQSI).

Je vous demande de vous engager davantage cette année et de participer, avec mon ministère et l'AQOCI, à la réflexion sur la création d'une agence québécoise de solidarité internationale. Ensemble, nous pourrions développer une vision commune de la solidarité internationale partagée par le gouvernement, les organismes de coopération internationale et la société civile québécoise en général.


Le ministre
Jean-François Lisée



Prenez part aux échanges et débats
des JQSI et donnez votre opinion sur
la consultation en ligne accessible
sur le site Internet du ministère.
[www.mrfce.gouv.qc.ca/fr/
grands-dossiers/SondageAQSI](http://www.mrfce.gouv.qc.ca/fr/grands-dossiers/SondageAQSI)

Relations
internationales,
Francophonie
et Commerce extérieur
Québec



JOURNÉES QUÉBÉCOISES

de la SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

6 au 16 novembre

santé éducation environnement
économie
locale ég
justice soci
égalité écon
femmes-hommes
santé édu
économie l
justice sociale égalité fem

faut se parler

jqsi.qc.ca






Association québécoise des organismes
de coopération internationale





QUEBECANSFRONTIERES.COM



Association québécoise des organismes
de coopération internationale



Crédit photo : Fondation Chiquirahua
Stagiaires : François Guévremont, Steve Girard, Claude Côté, Cindy Maltas, Stéphanie Tremblay - Équateur

SOLIDARITÉ

CECI

55 ans de volontariat international

Au fil du temps, le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) a envoyé à travers le monde plus de 12 000 volontaires dont les actions ont bénéficié à 25 millions de personnes dans le besoin.

MARIE LAMBERT-CHAN

Dans les années 1950, les Québécois connaissaient peu, voire pas du tout, la coopération internationale. Si des milliers d'entre eux n'hésitent plus aujourd'hui à boucler leur valise pour aller donner un coup de main aux Haïtiens, aux Népalais et aux Nigériens, c'est grâce entre autres au CECI. Depuis 55 ans, son équipe mobilise les volontaires pour l'aider dans sa lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

«Le CECI est la première organisation de coopération internationale dans l'histoire de la province. Il a même été fondé avant l'Agence canadienne de développement international (ACDI)», rappelle France-Isabelle Langlois, directrice des communications du CECI.

C'est à cette organisation qu'on doit les premières formations sur la coopération internationale — qui font désormais l'objet de cours universitaires — et le plus gros programme canadien de volontariat international, baptisé Uniterra. Le CECI est aussi à l'origine de ce qu'on appelle les «congrès solidaires»: des entreprises encouragent financièrement des employés à passer leurs vacances dans des collectivités qui ont besoin de leur expertise professionnelle.

Depuis sa fondation, le CECI a formé plus de 12 000 volontaires, œuvré dans une trentaine de pays, récolté plus de 800 millions de dollars en dons, soutenu 5000 organisations locales et, surtout, amé-

lioré la vie de 25 millions de personnes défavorisées.

Relations égalitaires

À l'origine, le CECI se nommait «Centre d'études missionnaires», une initiative du père jésuite Jean Bouchard. En 1968, l'organisation a été laïcisée. «Nos créateurs étaient des visionnaires, remarque France-Isabelle Langlois. Ils voyaient la société québécoise évoluer rapidement. C'est pourquoi ils ont eux-mêmes proposé la laïcisation.»

Les religieux ne sont plus à la tête du CECI, mais leurs valeurs de coopération, de respect et d'équité animent toujours les volontaires. «Les jésuites étaient persuadés, tout comme nous le sommes, que l'ensemble des êtres humains

partagent une communauté de destin et qu'on doit conséquemment faire preuve de solidarité», dit la directrice des communications.

Ici, pas d'ingérence ni de paternalisme. Le CECI a à cœur de bâtir des relations égalitaires. «Sur le terrain, il y a un véritable échange de savoir-faire entre nos coopérateurs volontaires et les Africains, les Népalais, les Latino-Américains et les Haïtiens, poursuit M^{me} Langlois. Nous n'aidons pas ces individus. Nous préférons dire que nous les appuyons ou les soutenons.»

Contrairement à d'autres coopérateurs, ceux du CECI n'ont ni chauffeur, ni salaire substantiel. «Ils vivent avec le strict minimum, signale-t-elle. Ce sont des agronomes, des ingénieurs, des enseignants retraités, des étudiants et même des familles qui donnent de leur temps bénévolement pendant quelques semaines ou même quelques années.» Bon an, mal

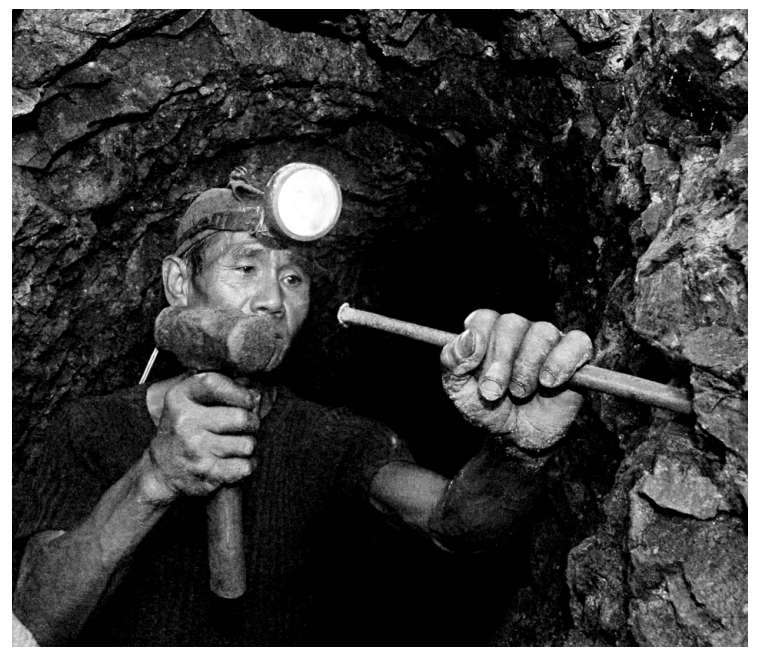
an, quelque 500 individus quittent la province pour aller prêter main-forte à des pays émergents. L'année 2012-2013 restera toutefois dans les annales: 677 individus se sont portés volontaires.

Climat d'incertitude

Comme beaucoup d'autres organisations de coopération internationale, le CECI vit des heures difficiles. L'abolition de l'ACDI — avalée par le nouveau ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement — est un dur coup. «On arrive à la fin du financement gouvernemental des programmes de coopération volontaire qui sont tous en attente de renouvellement, dit France-Isabelle Langlois. C'est particulièrement urgent pour Uniterra, qui vient à terme en 2014. Mais la création du superministère a entraîné des retards dans les appels d'offres.» L'arrivée du secteur privé dans le développement international brouille également les cartes. «Il cogne aux portes des mêmes bailleurs de fonds que nous», se désolait-elle.

Le budget annuel du CECI est de 40 millions. Le fédéral y contribue à 40%. Le reste provient de différents partenaires, comme la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, du ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur et de donateurs. Cette diversification des sources de financement aidera sans doute le CECI à poursuivre ses activités malgré le climat d'incertitude, croit France-Isabelle Langlois. «On subira certainement un contrecoup, mais on va survivre», prédit-elle.

Collaboratrice
Le Devoir



JOËL NITO AGENCE FRANCE-PRESSE
L'exploitation minière dans les pays du Sud, comme aux Philippines notamment, inquiète Développement et paix.

DÉVELOPPEMENT ET PAIX

Cette menace qu'est l'industrie minière

CLAUDE LAFLEUR

«La réputation du Canada sur la scène internationale est mise à mal par le comportement socialement irresponsable de l'industrie minière canadienne», déclare Ryan Worms. Lorsqu'on se rend en Afrique, en Amérique latine ou en Asie pour rencontrer des collectivités, celles-ci montrent clairement les impacts, souvent très négatifs, que l'industrie extractive canadienne a sur leur vie.»

Voilà le constat que dresse le directeur adjoint au service des programmes au Canada de Développement et paix. Cet organisme de l'Église catholique canadienne, qui s'attaque aux racines des injustices et de la pauvreté dans le monde, fait par conséquent campagne afin que notre industrie minière se comporte de façon responsable dans les collectivités dont elle exploite les ressources. Dans le cadre d'une campagne lancée le 30 septembre et intitulée «Une voix pour la justice», Développement et paix diffuse via son site web de nombreux témoignages accablants.

Cri d'alarme

D'ailleurs, à l'occasion du lancement de cette campagne, plusieurs évêques provenant des pays du Sud ont fait état des violations des droits de la personne, du déplacement des populations, de l'utilisation inéquitable des ressources, sans compter la destruction de l'environnement dans leur collectivité. «L'industrie minière prétend être la source de grands avantages économiques, y compris la réduction de la pauvreté et la diversification de l'économie, a ainsi rapporté M^{gr} José Bantolo, évêque aux Philippines. L'industrie prétend améliorer les infrastructures locales, assurer des services sociaux et des services de santé... Mais nous, nous pouvons témoigner du contraire! L'exploitation minière à grande échelle ne favorise pas un développement qui soit favorable à la population. Elle pose plutôt une menace immédiate à leurs moyens de subsistance et à une économie déjà fragile. Elle a entraîné des violations des droits de la personne.»

«Notre campagne "Une voix pour la justice" s'adresse à tous les Canadiens et Canadiennes,

enchaine Ryan Worms, puisque nous devons tous prendre conscience que c'est la réputation du Canada — que ce sont les valeurs que nous défendons tous — qui sont bafouées dans le Sud par les agissements de l'industrie minière canadienne.»

Que justice soit

Chaque année, Développement et paix, qui œuvre dans 20 pays du Sud, mène une campagne de sensibilisation et d'action visant à dénoncer la pauvreté, l'injustice et la violation des droits. «Et, clairement, en Amérique latine, en Afrique et en Asie, nos partenaires nous disent que l'exploitation des ressources naturelles — et plus particulièrement celle que pratique l'industrie minière — est extrêmement préoccupante pour eux», in-

«Nous avons même la conviction que l'exploitation minière peut se faire de façon responsable»

dique le directeur adjoint de Développement et paix.

C'est ainsi que, par l'entremise de ses 10 000 membres à travers le Canada, l'organisme espère faire en sorte que chacun de nous prenne conscience des causes profondes de la pauvreté, des injustices et de la violation des droits dans le monde. «Nous visons à ce que, comme Canadiens, nous agissions afin de changer cet état de fait, résume Ryan Worms. Luttons tous ensemble contre la pauvreté et l'injustice!»

«Remarquez que nous ne sommes pas contre l'industrie minière, de préciser Ryan Worms. Nous avons même la conviction que l'exploitation minière peut se faire de façon responsable. Mais si un ombudsman indépendant pouvait traiter les cas problématiques, nous croyons alors que cela bénéficierait à l'ensemble de l'industrie. Car, voyez-vous, il y a des entreprises minières qui se comportent de façon responsable.»

«Nous encourageons donc tout le monde à participer à notre campagne, car nous croyons que le gouvernement du Canada a tout à gagner, de même que l'industrie minière, estime Ryan Worms. Notre campagne est à l'avantage de tous!»

Collaborateur
Le Devoir



DAVID CHAMPAGNE/CECI

25 millions

Nombre de personnes qui ont bénéficié de l'aide du CECI depuis 55 ans par l'entremise de l'un de ses 12 000 volontaires.

HANDICAP INTERNATIONAL

VICTIME DE LA MODE

LES MINES ANTIPERSONNEL ET LES BOMBES À SOUS-MUNITIONS SONT TOUJOURS À LA MODE DANS CERTAINS PAYS

AGISSEZ MAINTENANT POUR COMBATTRE CETTE INJUSTICE !



DONNER EN LIGNE

www.handicap-international.ca/faire-un-don



DONNER PAR TÉLÉPHONE

Sans frais 1 877 908-2813 # 224

www.handicap-international.ca

Numéro de charté : 88914 7401 RR0001

Concept original : VOUS Agency - www.vous.lu Photo : www.frankweber.lu

L'ŒUVRE LÉGER



Ayez le cœur Léger.
Donnez.

Leger.org

130, avenue de l'Épée
Montréal (Qc) H2V 3T2
Téléphone : 514 495-2409

SOLIDARITÉ

THÉOLOGIE ET SOLIDARITÉ

Hommage à un prêtre de la résistance

BENOIT ROSE

Dans le cadre de son 40^e anniversaire, le comité de Solidarité Trois-Rivières rendra hommage au prêtre missionnaire Claude Lacaille en lui décernant son prix Solidarité le 9 novembre prochain.

Dans ses mémoires à paraître, Claude Lacaille raconte ses missions à Port-au-Prince sous la dictature de Papa Doc, chez les Quéchuas en Equateur, et son soutien à la résistance chilienne à Santiago sous le régime du général Pinochet.

«Je n'ai pas eu besoin de lire Karl Marx pour découvrir l'option pour les pauvres. La théologie de la libération, ce n'est pas une doctrine, une théorie; c'est une manière de vivre l'Évangile dans la proximité et la solidarité avec les personnes exclues, ap-pauvries», affirmait Claude Lacaille dans une Lettre ouverte à mon frère Benoît XVI, publiée par Le Devoir en mai 2007. Le prêtre trifluvien réagissait ainsi à la condamnation par le Saint-Père de la théologie de la libération, un courant catholique marquant en Amérique latine, que l'ex-pape considérait comme un mélange erroné entre Église et politique. Cette option pour les pauvres, Claude Lacaille l'a prise dès sa première mission dans le Sud, à Haïti, de 1965 à 1969. Haïti vit alors sous la dictature de François Duvalier, alias Papa Doc.

Il a alors 25 ans, et on lui propose soudainement d'aller donner un coup de main au père Alexandre, dans le quartier Bolosse de Port-au-Prince, pour quelques mois. Il y restera plutôt quatre années, au cours desquelles il vivra son baptême de feu. «C'était une paroisse immense, se souvient-il, un quartier de taudis dans la montagne, sans eau courante, sans toilette, sans égout, sans ramassage de déchets... La misère des gens était épouvantable.»

Né dans la rue

La personne qu'il est aujourd'hui est née dans les rues de Port-au-Prince, dit-il. «Je découvrais avec lui une nouvelle façon d'approcher les gens. Il fallait aimer le peuple, le comprendre, entrer dans sa mentalité, parler sa langue», explique le missionnaire. À partir de ce moment-là, je me suis dit que j'allais donner ma vie pour que ces gens-là puissent vivre comme du monde.»

Contraint de rentrer au Québec en 1969 pour des raisons de santé notamment, il prend ensuite la route de l'Équateur. Œuvrant à titre d'aumônier auprès des Jeunesses étudiantes catholiques (JEC), il est invité à participer à une rencontre internationale des JEC à Lima, au Pérou. «Pendant trois semaines, on a fait l'analyse de ce qui se passait en Amérique latine, se souvient M. Lacaille. Il y avait eu la révolution cubaine, qui a marqué la région. Il y avait un portrait du Christ et un portrait du Che dans toutes les chapelles.»

Sur place, l'éloquence des jeunes qui partagent leur réalité et leurs utopies l'inspire et l'amène à mieux comprendre le sous-développement de la région, le rôle joué par les multinationales et par l'impérialisme des États-Unis, etc. «C'était découvrir un nouveau continent, pour moi. Ce sont ces jeunes très éveillés qui m'ont ouvert les yeux, et ça m'a beaucoup servi.»

Son indignation peut dès lors profiter de ses nouveaux outils intellectuels, qui le poussent à un travail de sensibilisation auprès des populations quéchuas des Andes, de 1970 à 1972. «La misère des paysans autochtones en Equateur n'était pas la même qu'à Port-au-Prince, mais la marginalisation et l'humiliation étaient épouvantables. Je suis reparti de là en me disant que l'Amérique ne pouvait pas continuer comme ça, de partager le prêtre québécois, qui sera bouleversé par l'annonce du coup d'État de Pinochet au Chili, en septembre 1973. «Ça m'a rentré dedans. Je suis allé voir l'évêque le lendemain et je lui ai dit que je m'en allais au Chili.»

Il y débarque deux ans plus tard avec la ferme volonté de se joindre à la résistance, non sans avoir lu, étudié et s'être formé en matière de militantisme.

Soutien à la résistance

Dans un quartier ouvrier de Santiago touché par la fermeture massive des usines, il s'engage dans des cuisines populaires. «C'était le néolibéralisme qui rentrait. À Santiago, il y avait beaucoup d'intellectuels qui nous donnaient des formations sur l'idéologie de la sécurité nationale, le néolibéralisme, Milton Friedman et les Chicago Boys, etc. C'était un endroit très riche pour s'informer.» Son groupe cache des gens, en aide d'autres à sortir du pays avec de faux passeports... Du travail de soutien dans un contexte difficile où les organisations sont anéanties et où des gens sont régulièrement arrêtés, torturés ou portés disparus.

Au cours de ses onze années au Chili, Claude Lacaille a aussi fait la grève de la faim avec les femmes de détenus disparus, tenu une revue clandestine et travaillé dans un secteur chrétien pour les droits humains. At-il craint pour sa vie, lui dont douze confrères ont été assassinés? «J'ai été très chanceux, parce que j'étais pas mal engagé. Mais c'est une option qu'on prend, et adienne que pourra.»

Revenu ici épuisé de cette expérience, il œuvre depuis au sein du comité de Solidarité Trois-Rivières pour sensibiliser des jeunes à la solidarité internationale et développer leur conscience sociale et politique. Car il ne s'agit pas que d'aider les gens, dit-il, mais bien de changer la société.

Collaborateur
Le Devoir



Cette boulangerie solidaire, située à Ouagadougou, au Burkina Faso, a été mise sur pied par une petite centrale syndicale, l'Organisation nationale des syndicats libres, partenaire du CISO. Une cinquantaine de personnes y travaillent.

AQOCI

Les organismes québécois sonnent l'alarme

Alors que différentes formes de financement du gouvernement fédéral se font attendre, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) sonne l'alarme face à la situation devenue critique pour plusieurs organismes québécois et partenaires du Sud.

MARTINE LETARTE

Depuis plus de deux ans, le gouvernement canadien n'a pas fait d'appel régulier de propositions pour le financement de projets de développement international. Le financement du programme de coopération volontaire qui se terminera le 31 mars prochain n'a pas encore été renouvelé. De plus, le gouvernement n'a pas reconduit le Programme de stages internationaux jeunesse depuis mars dernier. L'AQOCI y voit une menace pour le maintien de l'expertise développée par ses membres et des conséquences graves pour les populations du Sud.

«Il y a un problème majeur au niveau du financement des organismes de coopération internationale qui sont extrêmement fragilisés», affirme Michèle Asselin, vice-présidente de l'AQOCI et coordonnatrice du Centre international de solidarité ouvrière (CISO).

D'après une recherche exploratoire menée par le chercheur Paul Cliche, 22 organismes de coopération internationale sur 54 au Québec étaient en mauvaise situation financière en 2012. Pour 21 d'entre eux, la crise s'était traduite par une baisse globale, entre 2010 et 2012, de plus de 22% de leur budget et de près de 29% du nombre d'emplois rémunérés.

Et la situation s'est aggravée depuis 2012, affirme M^{me} Asselin. «Plusieurs organismes ont dû mettre à pied du personnel ou réduire le temps de travail à quatre jours par semaine, par exemple. D'autres ont dû mettre

certain employés en période de chômage.»

M^{me} Asselin a dû elle-même mettre à pied trois employés sur cinq au CISO depuis son arrivée, en 2010. Ce genre de situation provoque un effet domino dans les pays du Sud, remarque l'ancienne présidente de la Fédération des femmes du Québec. «Nos partenaires, à Haïti notamment, ont aussi dû mettre à pied des employés, mais ce n'est pas le cas à Haïti et ailleurs, alors l'impact d'une mise à pied n'y est pas le même sur les familles.»

Des organismes prévoient même fermer des bureaux au niveau international dès la fin de 2013, d'après l'AQOCI.

Plusieurs coups durs

Cette situation n'est pas étrangère au fait que les organismes de développement international ont reçu peu de financement du gouvernement fédéral pour leurs projets au cours des dernières années. «Seulement 11% de l'enveloppe budgétaire du dernier appel de propositions lancé il y a plus de deux ans a été accordée à des organismes du Québec», précise

Michèle Asselin. C'est peu, considérant le nombre important d'organismes québécois reconnus. Depuis, plus rien.»

Le mode de financement des projets inquiète aussi. «Auparavant, on pouvait obtenir du financement au fur et à mesure qu'un projet venait à échéance, en travaillant étroitement avec son agent de programme à l'ACDI [Agence canadienne de développement international, aujourd'hui intégrée au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada]. Maintenant, nous devons attendre les appels de propositions sans savoir à quel moment ils auront lieu. Cela ne permet pas aux organismes de bien planifier leur travail», explique M^{me} Asselin.

L'AQOCI s'inquiète aussi de voir que le programme de coopération volontaire, qui se terminera le 31 mars, n'a pas encore été renouvelé. Soulignons que c'est par l'entremise de ce programme que des organismes comme Oxfam-Québec et le CECE envoient des volontaires dans les pays du Sud.

En mode solutions

Pour l'AQOCI, la crédibilité du Canada en matière de coopération internationale est en jeu avec cette crise. «En travaillant sur des projets à long terme, on a réussi à développer des partenariats locaux solides, maintenant menacés», indique Michèle Asselin. C'est très inquiétant, puisqu'on ne réussit

pas à faire du développement international avec des petits projets ponctuels. Ça prend de la pérennité, de l'enracinement.»

Plusieurs organismes font des pieds et des mains pour trouver des façons innovantes de réaliser leurs activités. «Par exemple, le projet du CISO au Burkina Faso n'a pas obtenu de financement du gouvernement fédéral lors du dernier appel de propositions, mais il a été réalisé grâce à la solidarité du mouvement syndical», raconte M^{me} Asselin. Le projet a une moins grande envergure que prévu, mais, au moins, nous n'avons pas lâché nos partenaires.»

L'AQOCI travaille aussi avec le gouvernement du Québec sur un projet d'agence québécoise de solidarité internationale. «Un comité de travail paritaire a été mis sur pied à l'initiative du ministre Jean-François Lisée, précise M^{me} Asselin. On devrait faire un rapport à la fin de l'année. Cela pourrait nous permettre d'enrichir les orientations québécoises en matière de développement international dans le financement de projets.»

Elle affirme que le Canada doit continuer à jouer son rôle en matière de développement international. «Le gouvernement doit assumer ses responsabilités», affirme M^{me} Asselin. Tous les organismes sont en attente de financement en ce moment. Nous lançons un cri d'alarme.»

Collaboratrice
Le Devoir

MERCI À TOUS NOS VOLONTAIRES

VOTRE ENGAGEMENT ET VOTRE PASSION CHANGENT LE MONDE!



Notre séjour en Bolivie nous a donné l'opportunité de s'engager professionnellement pour un monde plus juste. Maintenant de retour au pays, nous constatons que cette expérience nous a surtout permis d'inscrire ces valeurs au centre de notre jeune vie de famille.

Nous étions à Sucre, en Bolivie, entre juillet 2011 et juillet 2013.

MARIE-HÉLÈNE FOREST,
Conseillère en gestion de projets jeunesse et renforcement organisationnel
PHILIPPE BOILY,
Conseiller en formation audiovisuelle
EMMANUELLE BOILY



OXFAM
Québec

Nos programmes de coopération internationale sont financés par Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada.

OXFAM.QC.CA



Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada

Foreign Affairs, Trade and Development Canada



L'herbe est plus verte dans le pré péruvien.

En un an, les vaches ont produit deux fois plus de lait.



Près des gens, depuis 52 ans

www.suco.org




© KIRAN AMBANI / CFCI - Uniterra

Parce que Nicolas sait qu'il peut aider à faire naître un monde meilleur, il a décidé, comme des milliers de Canadiens et de Canadiennes, de partager son savoir-faire.

uniterra
UN PROGRAMME CECI & EUMC

UNITERRA EST UN PROGRAMME CANADIEN DE COOPÉRATION VOLONTAIRE QUI AGIT SUR DES ENJEUX MONDIAUX : ÉGALITÉ, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SANTÉ ET SIDA, ÉDUCATION, GOUVERNANCE.

Le programme Uniterra est réalisé avec l'appui financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (MAECD).

 Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada Foreign Affairs, Trade and Development Canada